

---

---

*Le gouvernement du président Nguema, qualifié de « Dieu de la Guinée équatoriale » par la radio d'État, ne tolère aucun média indépendant à moins d'être certain qu'il n'est pas secrètement utilisé comme plate-forme par un parti d'opposition. La critique du gouvernement par les quelques médias indépendants est strictement interdite et les rares journalistes qui travaillent pour la presse étrangère sont surveillés de près.*



GUINÉE ÉQUATORIALE

Troisième exportateur de pétrole de l'Afrique subsaharienne après le Nigeria et l'Angola, la Guinée équatoriale a considérablement augmenté son revenu national au cours des dix dernières années. Malgré tout, la pauvreté demeure élevée. L'accès aux services sociaux de base tels que le logement, l'eau, l'électricité et les soins de santé est toujours extrêmement limité pour une partie importante de la population.

La Guinée équatoriale a proclamé son indépendance envers l'Espagne en 1968, et Macias Nguema est devenu son premier président. Quelques mois plus tard, il s'est autoproclamé président à vie d'une dictature qui s'est révélée sanguinaire. En 1979, le vice-ministre de la Défense Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a orchestré une révolution de palais contre Nguema, son oncle, qu'il a fait passer en jugement et exécuté pour crimes économiques et politiques ainsi que pour diverses violations des droits de l'homme. Mbasogo a dirigé un gouvernement militaire jusqu'en 1982, année où il a mis en place un gouvernement civil présidé par lui-même. Il a remporté les premières élections présidentielles de 1989 et les suivantes, bien que l'opposition locale et les observateurs internationaux, dont l'Union européenne, aient taxé ces élections de « frauduleuses ».

Les droits de l'homme en Guinée équatoriale sont généralement méprisés. Détentions sans procès, torture de prisonniers, civils jugés par la cour martiale et autres abus de pouvoir sont possibles en vertu de l'impunité dont jouissent les sbires du gouvernement. En guise de comparaison, citons l'enquête 2007 de la Freedom House (Maison de la liberté) intitulée *Freedom in the World*, qui place la Guinée équatoriale au même plan que l'Érythrée. Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), quant à lui, a classé la Guinée équatoriale parmi les cinq « pays les plus censurés » en 2006.

Le contrôle rigoureux ou les restrictions financières qui étranglent les médias de masse révèlent également l'état de la situation au pays. En 1992, une loi sur la presse a été promulguée. Le premier journal indépendant, *El Sol*, a été fondé la même année, bien qu'il n'ait paru que pendant quelques mois en raison de pressions politiques et de restrictions financières. Le gouvernement du président Nguema, qualifié de « Dieu de la Guinée équatoriale » par la radio d'État, ne tolère aucun média indépendant à moins d'être certain qu'il n'est pas secrètement utilisé comme plate-forme par un parti d'opposition. La critique du gouvernement par les quelques médias indépendants est strictement interdite et les rares journalistes qui travaillent pour la presse étrangère sont surveillés de près.

# COUP D'ŒIL SUR LE GUINÉE EQ.

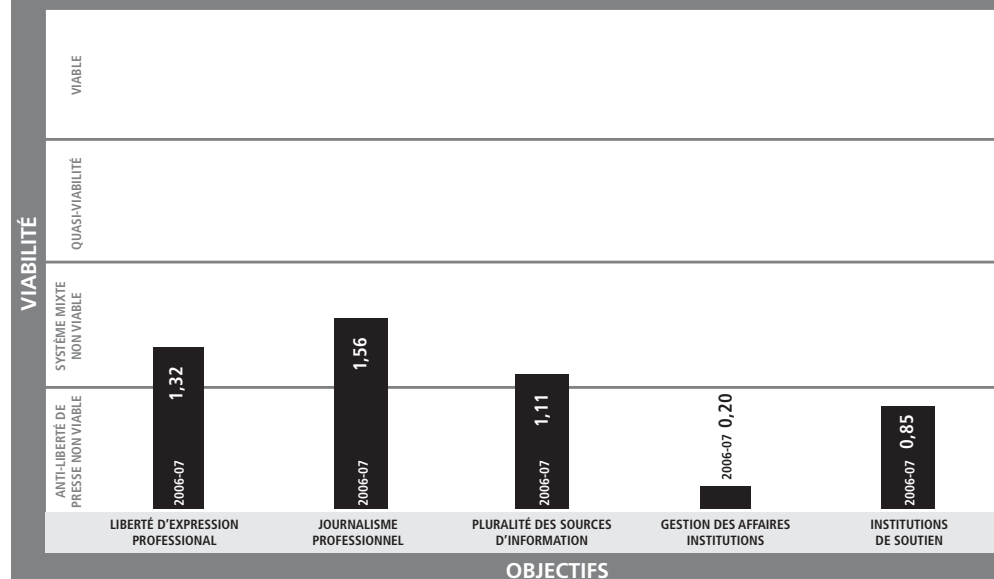
## GÉNÉRALITÉS

- > **Population** : 616 459 (estimation de juillet 2008, *CIA World Factbook*)
- > **Capitale** : Malabo
- > **Groupe ethniques (en % de la population)** : Fang 85,7 %; Bubi 6,5 %; Mdowne 3,6 %; Annobon 1,6 %; Bujeba 1,1 %; autres 1,4 % (recensement de 1994, *CIA World Factbook*)
- > **Religions (en % de la population)**: catholiques romains, autres dénominations chrétiennes autres (*CIA World Factbook*)
- > **Langues (en % de la population)** : espagnol 67,6 % (langue officielle); autres 32,4 % (parmi lesquelles le français [langue officielle]; le fang et le bubi) (recensement de 1994, *CIA World Factbook*)
- > **RNB (atlas 2006)** : 4,216 milliards de dollars US (Banque mondiale de développement, 2007)
- > **RNB par habitant (PPA 2006)** : 16 620 \$ US (Banque mondiale de développement, 2007)
- > **Taux d'alphabétisme** : 85,7 % (hommes 93,3 %, femmes 78,4 %) (estimation de 2003, *CIA World Factbook*)
- > **Présidence ou autorité suprême** : président de la République et brigadier général (à la retraite) Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (depuis le 3 août 1979)

## DONNÉES RELATIVES AUX MÉDIAS

- > **Nombre d'imprimeries, de stations radios et de stations de télévision en activité** : presse écrite : quatre quotidiens; radio : deux stations nationales; télévision : une station dirigée par l'État.
- > **Statistiques sur la circulation des journaux** : les trois plus importants pour ce qui est de la circulation sont *Ebano* (propriété de l'État), *La Opinion* (propriété privée), *La Nacion* (propriété privée)
- > **Indices d'écoute** : les deux plus importantes stations radios sont Radio Nacional de Guinea Ecuatorial (dirigée par l'État), Radio Asonga (privée, propriété du fils du président)
- > **Agences de presse** : aucune
- > **Revenu annuel du secteur des médias provenant de la publicité** : S. O
- > **Utilisation d'Internet** : 8 000 (estimation de 2006, *CIA World Factbook*)

### INDEX DE VIABILITÉ DES MÉDIAS: GUINÉE ÉQUATORIALE



**Anti-liberté de presse non viable (0-1)** : le pays répond peu ou pas aux objectifs. Le gouvernement et les lois nuisent activement au développement de la liberté des médias, le professionnalisme est à un très bas niveau, et l'activité de l'industrie des médias est minime.

**Système mixte non viable (1-2)** : le pays répond peu aux objectifs, et des segments du système juridique et du gouvernement s'opposent à un système favorisant la liberté des médias. Les progrès évidents en matière de défense de la liberté de presse, professionnalisme et nouveaux médias sont trop récents pour juger de la viabilité.

**Quasi-viabilité (2-3)** : le pays a réalisé des progrès dans l'atteinte de plusieurs objectifs, relativement aux normes légales, au professionnalisme, et soutien du milieu des affaires envers les médias indépendants. Les progrès ont résisté aux changements de gouvernement et ont maintenant force de loi. Cependant, il faut plus de temps pour s'assurer que le changement, le professionnalisme et le soutien du milieu des affaires sont viables.

**Viable (3-4)** : le pays abrite des médias jugés professionnels, libres et viables, ou s'apprête à atteindre ces objectifs. Les systèmes qui appuient les médias indépendants ont survécu aux nombreux gouvernements, aux fluctuations économiques et aux changements dans l'opinion publique ou les conventions sociales.

En conséquence, les panélistes n'ont assigné qu'une faible note pour chacun des objectifs. L'objectif 2, journalisme professionnel, a fait remonter la moyenne avec une note de 1,56. Par contre, en considérant le fait que la plupart des médias ne sont que les porte-parole du gouvernement et que l'économie chancelante ne peut soutenir les médias commerciaux, les panélistes n'ont accordé que la note de 0,20, de loin la plus faible, pour l'objectif 4, gestion des affaires.

Journaliste en Danger (JED), dont le siège est à Kinshasa, est le partenaire d'Irex qui a mené l'enquête en Guinée équatoriale. L'organisme a cherché sans succès à obtenir du ministère de l'Information l'autorisation d'organiser une discussion en groupe. Cette autorisation, nécessaire à la tenue d'une réunion concernant les médias ou d'une conférence de presse, révèle la piètre situation de la liberté d'expression dans le pays. JED a donc distribué des questionnaires aux panélistes et rédigé le chapitre qui suit en se basant sur leurs réponses.

## OBJECTIF 1 : LIBERTÉ D'EXPRESSION

Note : 1,32

La plupart des indicateurs dans cet objectif ont obtenu une note aussi basse que celle de la moyenne globale. L'indicateur 9, l'accès à la profession de journaliste, a quant à lui fait remonter la note. Les panélistes ont infligé une note particulièrement faible, juste au-dessus de 0, à l'indicateur 3, l'entrée sur le marché et la structure fiscale.

Tous les panélistes ont déclaré que des textes de loi garantissent par écrit la liberté d'expression, mais sont appliqués différemment aux journalistes de la presse privée et à ceux de la presse d'État. Ceux de la presse privée sont châtiés plus sévèrement, et sont parfois rayés de la profession lorsqu'ils font preuve d'indépendance et d'objectivité dans leur travail en présentant les faits tels qu'ils se produisent dans le pays. Manuel Nse Nsogo Angue, journaliste et formateur, écrit que les journalistes vivent dans un climat d'insécurité permanente. Ils sont poursuivis chaque fois qu'ils dénoncent la corruption qui envenime le gouvernement et l'économie.

Pour ce qui est de l'accès aux sources d'information, Angue écrit que les médias d'État jouissent d'un traitement de faveur par rapport aux journalistes indépendants. Toute l'information publique est strictement réservée aux médias gouvernés par l'État, en dépit du fait qu'aucun règlement particulier n'interdit l'accès de la presse internationale et privée à cette information.

*Pour ce qui est de l'accès aux sources d'information, Angue écrit que les médias d'État jouissent d'un traitement de faveur par rapport aux journalistes indépendants. Toute l'information publique est strictement réservée aux médias gouvernés par l'État, en dépit du fait qu'aucun règlement particulier n'interdit l'accès de la presse internationale et privée à cette information.*

Bien que le rapport pour 2007 de JED sur la liberté de presse en Afrique équatoriale ne fasse état d'aucune arrestation ou d'aucun emprisonnement de journaliste, il ne faut pas en conclure que le régime actuel fait preuve de transparence ou favorise une politique de respect de la liberté de parole ou d'expression. Il faut plutôt y voir la peur qui sévit dans la profession de s'exprimer d'une manière qui pourrait déranger le gouvernement. Rodrigo Angwema écrit que les journalistes

## LES NORMES SOCIALES ET LÉGALES PROTÈGENT ET PROMEUVENT LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'ACCÈS À L'INFORMATION PUBLIQUE

### INDICATEURS DE LIBERTÉ D'EXPRESSION :

- > Les protections légales/sociales de la liberté d'expression existent et sont mises en application.
- > L'octroi de licence aux médias électroniques est équitable, concurrentiel et apolitique.
- > L'entrée sur le marché et la structure fiscale des médias sont équitables et comparables à celles des autres industries.
- > Les crimes contre les journalistes ou les médias sont sévèrement punis par la justice, mais de tels crimes surviennent rarement.
- > Les médias publics ou de l'État n'ont pas droit à un traitement préférentiel de la part de la justice, et la loi garantit l'indépendance du contenu éditorial.
- > La diffamation est une question relevant du droit civil ; les fonctionnaires du gouvernement ont des normes d'éthique très rigoureuses, et la partie offensée doit établir la preuve de mensonge et de malice.
- > L'information publique est facile d'accès ; le droit d'accès à l'information est mis en application pour tous les médias et journalistes.
- > Les médias ont un accès illimité à l'information ; cette règle est mise en application pour tous les médias et journalistes.
- > L'accès à la profession de journaliste est libre, et le gouvernement n'impose aucune restriction, permis ou droits particuliers aux journalistes.

que le gouvernement considère comme étant critiques à son endroit voient souvent leur équipement confisqué et sont arrêtés et mis en détention pendant plusieurs mois avant d'être relâchés. Il affirme que ces cas ne sont pas rapportés. Aucun média officiel ne parle de journalistes arrêtés ou de censure de la presse — même lorsqu'il s'agit de leurs propres journalistes.

## OBJECTIF 2 : JOURNALISME PROFESSIONNEL

Note : 1,56

Pour les indicateurs 1 et 2, les panélistes ont accordé une note plutôt élevée, au-dessus de 2, reconnaissant que les reportages qui sont faits sont acceptables et conformes aux règles de l'éthique. Cependant, les basses notes données dans les indicateurs 3 et 8 expriment le sentiment que les reportages souffrent de l'autocensure et de l'absence de profondeur et d'investigation. Par ailleurs, la plus basse note a été donnée à l'indicateur 5, le salaire des journalistes.

Les médias de Guinée équatoriale n'ont pas d'autorité d'autoréglementation. C'est le ministère de l'Information qui nomme les journalistes, les médias étant très peu nombreux.

Les correspondants à l'étranger et les quelques journalistes indépendants doivent composer avec de nombreuses contrariétés. L'accès aux sources d'information officielles leur est fermé, et des interdits reposent sur les reportages concernant le président et les autres membres du gouvernement. La couverture des événements importants en pâtit.

### LE JOURNALISME RESPECTE LES NORMES PROFESSIONNELLES DE QUALITÉ.

#### INDICATEURS DU JOURNALISME PROFESSIONNEL :

- > Les articles sont justes, objectifs et bien documentés.
- > Les journalistes suivent les norms d'éthique généralement reconnues et acceptées.
- > Les journalistes et éditeurs ne pratiquent pas l'autocensure.
- > Les journalistes sont affectés à la couverture d'événements importants.
- > Le salaire des journalistes et autres professionnels des médias est suffisamment élevé pour décourager la corruption.
- > La programmation d'émissions de divertissement n'éclipse pas la programmation d'émissions d'information.
- > Les installations et l'équipement techniques servant au recueil, à la production et à la diffusion de l'information sont modernes et efficaces.
- > Il existe une programmation spécialisée de qualité (enquêtes, économie/affaires, local, politique).

L'hostilité envers les médias indépendants se reflète même parfois chez des représentants d'organismes assurant la présence des Nations Unies en Guinée équatoriale. L'ONU évite souvent d'inviter la presse indépendante ou les correspondants à l'étranger à ses rencontres avec le gouvernement, à ses conférences ou aux autres activités qu'elle organise.

Puisqu'ils sont fonctionnaires, les journalistes qui travaillent pour les médias officiels sont nommés par le président. Ils sont sujets à des sanctions arbitraires, telles que la suspension par leur supérieur immédiat pour une durée de plusieurs jours, sans possibilités d'appel. Les journalistes qui en sont victimes acceptent leur sort de peur de l'empirer.

## OBJECTIF 3 : PLURALITÉ DES SOURCES D'INFORMATION

Note : 1,11

Dans cet objectif, les indicateurs 3, 4, 5 et 6 se retrouvent sous la barre du 1, à cause de la politique strictement pro gouvernementale des médias d'État, de l'absence d'agences de presse indépendantes et d'émissions d'information indépendantes présentées par les stations privées ainsi que du mystère entourant la propriété des médias privés. Seul l'indicateur 2 s'en tire assez bien (plus d'un point de plus) du fait que peu de restrictions, sinon la pauvreté, gênent l'accès des citoyens aux médias.

### LES NOMBREUSES SOURCES D'INFORMATION OFFRENT AUX CITOYENS DES INFORMATIONS FIABLES ET OBJECTIVES.

#### INDICATEURS DE LA PLURALITÉ DES SOURCES D'INFORMATION :

- > Une pluralité de sources d'information publiques et privées à prix abordable (ex., écrit, électronique, Internet) existe.
- > L'accès des citoyens aux médias domestiques ou internationaux n'est pas restreint.
- > Les médias publics ou d'État reflètent les points de vue du monde de la politique, ne démontrent aucun esprit partisan, et servent les intérêts du public.
- > Les agences de nouvelles indépendantes recueillent et transmettent l'information aux médias écrits et électroniques.
- > Les médias électroniques produisent leurs propres émissions d'information.
- > La transparence de la propriété des médias permet aux consommateurs de juger de l'objectivité de la source d'information ; la propriété des médias ne se limite pas à quelques conglomérats.
- > Un vaste éventail d'intérêts sociaux est reflété et représenté par les médias, notamment les sources d'information dans une langue minoritaire.



La Radio-Télévision de Guinée Équatoriale (RTVGE), le média d'État, possède une station à Malabo et une autre à Bata, deuxième ville du pays pour sa taille et capitale économique située sur le continent africain. Les deux hebdomadaires officiels appartenant à l'État, *Ebano* et *Poto-poto*, paraissent irrégulièrement. Il existe aussi une station de télévision et de radio privée du nom d'Asonga, située à Bata, avec une station secondaire à Malabo. Asonga appartient au fils aîné du président. Les médias d'État diffusent essentiellement les points de vue du gouvernement et ne servent pas les intérêts publics.

C'est à peine si la presse privée existe, et les journaux autrefois indépendants ne sont publiés qu'occasionnellement. Il n'y a pas d'agence de presse indépendante. Deux tabloïdes, *La Gaceta* et *Ceiba* se disent indépendants, mais sont en fait au service des autorités. Ils sont gérés par un haut dirigeant du régime, Augustin Nze Nfumu, ancien secrétaire général du parti au pouvoir et à présent ambassadeur en Grande-Bretagne. En raison de cette affiliation, le contenu des deux revues se résume à des articles et à des photos mettant en vedette les activités du gouvernement.

#### OBJECTIF 4 : GESTION DES AFFAIRES

**Note : 0,20**

Dans cet objectif, tous les indicateurs ont récolté une basse note; aucun n'a obtenu plus d'un demi-point. Les médias en Guinée équatoriale ne sont tout simplement pas des entreprises. Les contraintes réglementaires et les difficultés

#### LES MÉDIAS INDÉPENDANTS SONT BIEN DIRIGÉS, ET PERMETTENT AUX ÉDITORIALISTES DE S'EXPRIMER EN TOUTE LIBERTÉ

##### INDICATEURS DE GESTION DES AFFAIRES :

- > Les médias et firmes de soutien sont des entreprises efficaces, professionnelles et rentables.
- > Les revenus des médias proviennent de différentes sources.
- > Les agences de publicité et industries connexes soutiennent le marché de la publicité.
- > Le pourcentage des revenus tirés de la publicité par rapport aux revenus totaux est conforme aux normes généralement reconnues pour les commerces.
- > Les médias indépendants ne reçoivent aucune subvention gouvernementale.
- > Les études de marché sont utilisées pour formuler des plans stratégiques, augmenter les revenus et concevoir des produits répondant aux besoins et aux intérêts de l'auditoire.
- > Les indices d'écoute et les chiffres sur le tirage des journaux sont fiables et déterminés par une firme indépendante.

*Un monopole sur la publicité dans les médias imprimés a été accordé par le ministère de l'Information à La Gaceta et à Ceiba. Les entreprises appartenant à l'État, les entreprises privées et des entreprises étrangères (y compris les compagnies pétrolières étatsuniennes) mettent des annonces dans ces journaux, et les panélistes écrivent qu'ils en retirent tous deux de substantiels revenus. Il n'est pas rare de trouver vingt pages d'annonces dans un numéro de trente pages de La Gaceta.*

économiques ne permettraient sans doute pas à un média vraiment indépendant de survivre.

En tant que média d'État, RTVEG est tributaire du budget du ministère de l'Information et sa mission n'est donc pas d'engranger des profits. Sa gestion est celle d'un organisme gouvernemental.

Un monopole sur la publicité dans les médias imprimés a été accordé par le ministère de l'Information à *La Gaceta* et à *Ceiba*. Les entreprises appartenant à l'État, les entreprises privées et des entreprises étrangères (y compris les compagnies pétrolières étatsuniennes) mettent des annonces dans ces journaux, et les panélistes écrivent qu'ils en retirent tous deux de substantiels revenus. Il n'est pas rare de trouver vingt pages d'annonces dans un numéro de trente pages de *La Gaceta*.

Financièrement en panne, *El Sol*, *El Tiempo* et *L'opinion* ont dû cesser leurs activités il y a quelques années. L'État n'accorde aucune subvention aux médias privés.

L'étude de marché n'est pas utilisée, on n'établit pas d'indices d'écoute et les statistiques sur la diffusion ne sont pas vérifiées.

#### OBJECTIF 5 : INSTITUTIONS DE SOUTIEN

**Note : 0,85**

Il n'y a pas d'organisations vraiment indépendantes dans la société civile en Guinée équatoriale et la notation des panélistes traduit le manque de soutien au secteur des médias de la part des associations et des institutions. Tous les

*Il n'y a pas d'organisations vraiment indépendantes dans la société civile en Guinée équatoriale et la notation des panélistes traduit le manque de soutien au secteur des médias de la part des associations et des institutions. Tous les indicateurs ont récolté une note proche de la moyenne finale, sauf pour l'indicateur 1 relié aux associations commerciales, qui a presque touché le 0.*

indicateurs ont récolté une note proche de la moyenne finale, sauf pour l'indicateur 1 relié aux associations commerciales, qui a presque touché le 0.

En théorie, quelques institutions de soutien, telles que l'Association des Éditeurs de la Presse de Guinée et l'Association des Journalistes pour la Lutte contre le VIH-SIDA, ont reçu le mandat de protéger les intérêts des professionnels des médias et de donner de la formation. Mais en réalité, ces institutions sont inopérantes, d'abord par manque de fonds et ensuite parce qu'elles doivent agir sous la stricte supervision du gouvernement. Toute réunion des membres de ces organisations ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du ministère de l'Information.

#### LES INSTITUTIONS DE SOUTIEN VEILLENT SUR LES INTÉRÊTS PROFESSIONNELS DES MÉDIAS INDÉPENDANTS.

##### INDICATEURS DES INSTITUTIONS DE SOUTIEN :

- > Les associations commerciales veillent sur les intérêts des propriétaires de médias privés et offrent des services aux membres.
- > Les associations professionnelles protègent les droits des journalistes.
- > Les ONG appuient la liberté d'expression et les médias indépendants.
- > Des programmes d'études en journalisme de qualité qui offrent une expérience pratique élaborée existent.
- > Des programmes de formation à court terme et de stages permettent aux journalistes d'améliorer leurs compétences ou en acquérir de nouvelles.
- > Les journaux et les installations d'imprimerie sont privés, apolitiques et sans restriction.
- > Les canaux de distribution des médias (kiosques, émetteurs, Internet) sont privés, apolitiques et sans restriction.

L'Université nationale de Guinée équatoriale enseigne la communication à la Faculté des Lettres et Sciences sociales, mais en général, le programme d'enseignement ne couvre pas ce qu'on entend généralement par journalisme.

### Liste des panélistes

**Manuel Nse Nsogo Angue**, formateur en journalisme, Malabo

**Ramon Etobori Mba**, journaliste, journal *Ebano*, Malabo

**Carlos Ona Boriesa**, journaliste, *El Verdao*, Malabo

**Tonas Epomo**, journaliste, Radio Bata, Bata

**Martin Ela Quido**, journaliste, Nacional TV, Malabo

**Samuel Obiang**, correspondant, Africa 1, Malabo

**Gil Obiang Ochaga**, journaliste, journal *Ebano*, Malabo

### Modérateur

**Rodrigo Anguan-Nguema**, journaliste, Journaliste en Danger, Malabo

